

Unité inter-départementale Anjou Maine

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 02/02/2023

Pôle Risques Chroniques

Rue du Cul d'Anon

Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy

CS80145

49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX

Lieu dit Le Rabion - BP 43

Noyant

49490 NOYANT-VILLAGES

Références : 2022-665_BIOPROX_INSP_RAP

Code AIOT : 0006302323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2022 dans l'établissement SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX implanté Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 NOYANT-VILLAGES. L'inspection a été annoncée le 21/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans un contexte de plainte (signalement de nuisances olfactives, sonores et lumineuses courant 2022).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX
- Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 NOYANT-VILLAGES
- Code AIOT : 0006302323
- Régime : Déclaration avec contrôle (selon situation connue avant visite)
- Statut Seveso : Non Seveso (selon situation connue avant visite)
- IED : Non

La SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX développe sur le site de Noyant-Villages deux activités principales :

- la fabrication de ferments lactiques et produits de biotechnologies (probiotiques, ...),
- la production de concentrés de parfums (activité Sozio).

Les installations sont connues comme relevant du régime de la déclaration. Elles sont exploitées sous couvert des récépissés de déclaration :

- du 25/09/2013 visant les rubriques 2910, 1433, 1432, 1450 et 2230,
- du 16/02/2015 visant la rubrique 2680 (OGM).

L'exploitant a par ailleurs transmis le 31/05/2016 une demande d'antériorité pour les rubriques 4130 et 4510. Une déclaration de modifications avec mise à jour du classement a été transmise en juillet 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- État des stocks
- Bruit, odeurs, rejets aqueux (suite plainte)
- Moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1 + article R. 511-9 (nomenclature de ICPE)	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	8 mois
8	Rejets aqueux activité parfums	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 5.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle périodique installations DC	Code de l'environnement du 07/11/2011, article R. 512-55 à R. 512-58	/	Sans objet
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – point 3.5	/	Sans objet
4	Bruit	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I – points 8.1 et 8.3	/	Sans objet
5	Odeurs	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe I-point 6.2.c)	/	Sans objet
6	Rejets aqueux rubrique 2230 - surveillance	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 5.9	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 4.2 + AMPG du 23/12/1998 (Annexe I-point 4.2)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Rejets aqueux rubrique 2230 – respect VLE	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I – point 5.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des documents transmis établis sous la responsabilité de l'exploitant, il apparaît que les installations sont visées par la règle de cumul Seveso, et se trouvent en situation irrégulière. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation, en déposant une demande d'autorisation environnementale dans un délai maximum de 8 mois, ou en réduisant les quantités de produits dangereux stockées pour rester sous les seuils conduisant à un statut Seveso. Dans le second cas, les installations soumises au régime de la déclaration avec contrôle, qui n'ont jamais fait l'objet des contrôles périodiques requis, devront faire l'objet de ces contrôles dans les meilleurs délais.

L'activité parfums, mettant en oeuvre des produits relevant de la rubrique 4510 (classement à déclaration), génère des rejets aqueux aujourd'hui rejetés au milieu naturel, après traitement dans la station du site. Or tout rejet dans le milieu naturel est interdit pour les installations classées au titre de la rubrique 4510 (AMPG du 23/12/1998). L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité, en mettant un terme au rejet dans le milieu naturel de ces effluents.

Des actions correctives sont par ailleurs à mettre en oeuvre sur les points suivants :

- état des stocks : établir un état des stocks comprenant l'ensemble des informations requises ;
- bruit : faire réaliser des mesures de bruit, dans les meilleurs délais, et justifier de la conformité des niveaux sonores ;
- odeurs : justifier de l'efficacité des actions correctives prises, ou établir un plan d'actions complémentaires de prévention et gestion des odeurs ;
- rejets aqueux rubrique 2230 : mettre en place un programme de surveillance complet des rejets et justifier à tout moment de la conformité des rejets ;
- moyens de lutte contre l'incendie : justifier de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie avec les besoins du site, dans la situation actuelle et dans la situation future.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1 + article R. 511-9 (nomenclature de ICPE) + articles R. 511-10 et R. 511-11 (règle de cumul Seveso)

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

CE – art. L. 512-1 :

" Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier."

Nomenclature des ICPE :

Rubrique 4001 : "Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11" --> régime A (Seveso seuil haut ou bas)

CE – art. R. 511-10 : "I.-Les substances et mélanges dangereux mentionnés au I de l'article L. 515-32 sont les substances et mélanges dangereux et assimilés tels que définis à la rubrique 4000 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9, qui sont visés par les rubriques comprises entre 4100 et 4799, et celles numérotées 2760-4 et 2792.

Il est défini, au sein de ces rubriques, des quantités dénommées quantités seuil haut ainsi que, pour certaines d'entre elles, des quantités seuil bas. [...]"

CE – art. R. 511-11-II : " Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 : [...]

c) Dangers pour l'environnement : la somme Sc est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$Sc = \sum qx/qx,c "$$

Constats :

Les installations du site sont aujourd'hui connues comme étant à déclaration (voir détail de la situation administrative connue dans le cadre "observations" ci-dessous).

En dernier lieu, une déclaration de modifications a été transmise le 05/07/2022 et fait état :

- d'un projet de construction de 2 extensions : extension de 910 m² du bâtiment Sozio (fabrication de concentrés de parfums) et extension de 3874 m² du bâtiment dédié notamment à la fabrication de ferments lactiques ;
- d'une évolution des capacités de certaines installations depuis la situation déclarée dans une demande d'antériorité de 2016, pour les rubriques 1450 (passage à 950 kg), 2230 (passage à 50 000 l/j) et 4510 (passage à 70 t).

Pour la visite, l'exploitant a fourni un rapport établi par un bureau d'études en 07/2022, présentant le classement ICPE (notamment rubriques 4000) et le statut Seveso, sur la base duquel la déclaration de modification du 05/07/2022 a été réalisée. Il a transmis post-visite un rapport révisé en date du 11/01/2023 (seule modification : réduction des quantités de produits relevant des rubriques 4331 et 4140 sous les seuils de classement à déclaration). La liste des produits considérés et le détail du positionnement ne figurent pas dans ce rapport (uniquement les conclusions). Outre les capacités en augmentation pour les rubriques 1450, 2230 et 4510, il en ressort :

- diminution de la capacité des installations relevant de la rubrique 4130, de 5,6 t à 600 kg, qui deviennent non classées ;
- présence, en quantités inférieures aux seuils de déclaration, mais parfois proches de ces seuils, de produits relevant des rubriques 4110, 4120, 4140, 4150, 4310, 4330, 4331 et 4511.

Il n'y aurait pas de dépassement direct des seuils Seveso, ni de classement par la règle de cumul. Toutefois, la somme des dangers pour l'environnement Sc atteint 0,995 pour les seuils bas, ce qui laisse une très faible marge (70 t de 4510 et 59 t de 4511).

L'exploitant a présenté un état des stocks au 05/12/2022, qui révèle, selon le classement retenu (une rubrique retenue par produit), la présence de 81,117 t de produits visés par la rubrique 4510 (>70 t max prise en compte dans le positionnement Seveso), et de 40,962 t de produits visés par la rubrique 4511. L'application de la règle de cumul seuils bas avec ces quantités conduit à une somme Sc de 1,01598. Les installations vérifient ainsi la règle de cumul seuil bas, et sont visées par la rubrique 4001 (régime autorisation). Elles sont donc en situation irrégulière. [...]

[...]

L'exploitant s'est engagé à réaliser rapidement un bilan complet des produits présents sur le site et des besoins de stockage, en vue de la régularisation (soit dépôt d'une demande d'autorisation environnementale, soit réduction des quantités maximales stockées sous les seuils qui entraînent un classement Seveso).

→ L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation, en adressant un dossier de demande d'autorisation environnementale. L'exploitant peut également décider de réduire les quantités de produits présentes sur le site, de sorte à ne pas vérifier la règle de cumul (ni la règle de dépassement direct le cas échéant). Il devra alors justifier des dispositions prises et du suivi mis en œuvre pour maintenir à tout instant les capacités sous les seuils qui conduiraient à un statut Seveso.

Observations :

Détail de la situation administrative connue :

* Dernière situation administrative actée :

- arrêté d'autorisation du 12/05/1997 abrogé par arrêté du 25/09/2013 (cessation de production de levures d'œnologie, seule activité soumise à autorisation, notifiée en 04/2013) ;
- récépissé de déclaration du 25/09/2013 (sur la base d'une déclaration de 05/2012 de mise à jour de la situation), visant les rubriques 2910 (7 MW), 1433 (15 t), 1432 (23 m³ en capacité éq), 1450 (206 kg), 2230 (12452 éq litre lait/j) ;
- récépissé de déclaration du 16/02/2015 visant la rubrique 2680.1 (D) (OGM).

* L'exploitant a transmis le 31/05/2016 une demande d'antériorité pour les rubriques 4130 (5,6 t-D), et 4510 (26,6 t-DC). Les quantités de produits stockés annoncées sont en augmentation par rapport à celles indiquées dans le dossier de 05/2012 (qui étaient alors inférieures aux seuils de classement des rubriques 1000 équivalentes). Le classement à déclaration sous les rubriques 4130 et 4510 ne relève donc pas de l'antériorité, le bénéfice des droits acquis ne pouvant porter que sur les quantités déjà déclarées. Il s'agit d'installations nouvelles.

----- Classement ICPE – statut Seveso :

Le rapport du bureau d'études présentant le classement ICPE/Seveso ne contient pas la liste des produits considérés et le détail du positionnement. Il n'a donc pas été possible de contrôler le classement effectué. Les différents documents fournis appellent néanmoins des observations :

- selon un listing de produits fourni post-visite, qui mentionne les mentions de dangers de chaque produits, un certain nombre de produits serait visé par plusieurs rubriques 4000. Or, dans le positionnement Seveso du rapport du bureau d'études, les quantités considérées pour chaque rubrique au titre du classement ICPE et au titre du positionnement Seveso sont strictement identiques. Si une seule rubrique doit être retenue pour le classement ICPE, il n'en est pas de même pour le positionnement Seveso, pour lequel toutes les rubriques associées à un produit doivent être considérées pour le dépassement direct, comme pour la règle de cumul. Les calculs réalisés pour le positionnement Seveso sont donc potentiellement sous-estimés ;
- le classement ICPE pour les rubriques 4000 et le statut Seveso doivent être déterminés en tenant compte de tous les produits dangereux (matières premières, produits intermédiaires le cas échéant, et produits finis) et déchets dangereux présents sur le site. Le listing fourni semble ne concerner que les produits achetés (en tant que matières premières) ;
- le listing fourni comporte les mentions de dangers, mais aussi pour certains produits, des phrases de risques qui ne sont plus d'actualité (non conformes au règlement CLP).

→ Ces observations devront être prises en compte dans le cadre de la régularisation, quel que soit le choix de l'exploitant (dépôt d'une demande d'autorisation ou réduction des quantités stockées). Le positionnement retenu (classement ICPE, statut Seveso) devra être dûment justifié avec tous les éléments nécessaires (liste des produits, avec pour chaque produits les mentions de danger à jour, quantité maximale susceptible d'être présente, rubriques ICPE à prendre en compte pour le statut Seveso, rubrique ICPE à retenir pour le classement ICPE).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Contrôle périodique installations DC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2018, articles R. 512-55 à R. 512-58
Thème(s) : Situation administrative, Installations DC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R. 512-55 : « Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. [...] »</p> <p>Art. R. 512-56 : « Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles. »</p> <p>Art. R. 512-57.I : « La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de "management environnemental" a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation" ou "EA"). »</p> <p>Art. R. 512-58 1er, 4e et 7e alinéas : « Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1. » « Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. » « Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation. »</p> <p>Constats :</p> <p>Selon les récépissés des 25/09/2013 et 16/02/2015, et la demande d'antériorité du 31/05/2016, les installations sont classées à déclaration sous les rubriques 2910, 1450, 2230, 2680 et 4510, avec contrôle périodique pour les rubriques 2910, 2230 et 4510 (classement à D/DC pour ces rubriques confirmé dans la déclaration de modifications du 05/07/2022).</p> <p>* Rubrique 2230 : passage de la rubrique à DC depuis le décret n°2017-594 du 21/04/2017. L'AMPG applicable est l'arrêté du 05/12/2016. Toutefois, les points de contrôle applicables dans le cadre d'un contrôle périodique n'ont été introduits dans cet AMPG que par arrêté du 28/06/2018, entré en vigueur le 01/01/2019. Le premier contrôle périodique aurait donc dû être réalisé avant le 01/01/2021.</p> <p>* Rubrique 2910 : passage de la rubrique à DC par décret n° 2006-678 du 08/06/2006. Le premier contrôle périodique aurait dû être réalisé dans les 2 ans suivants le récépissé du 25/09/2013.</p> <p>* Rubrique 4510 : passage à DC des rubriques 1172/1173 par décret n° 2006-678 du 08/06/2006. AMPG du 23/12/1998 modifié le 17/10/2007 pour intégrer le contrôle périodique. Création de la rubrique 4510 par décret n°2014-285 du 03/03/2014. Déclaration de classement à DC dans la demande du 31/05/2016, qui ne peut constituer une demande d'antériorité (augmentation de capacité). Le premier contrôle périodique aurait dû être réalisé dans les 6 mois suivant cette déclaration.</p> <p>Aucun contrôle périodique n'a été réalisé depuis le récépissé de 2013.</p> <p>→ Si l'exploitant confirme le statut Seveso seuil bas des installations et régularise sa situation en ce sens, les contrôles périodiques ne seront plus nécessaires (cf. article R. 512-55-2°alinéa : « les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ».)</p> <p>Dans le cas où l'établissement ferait le choix de maintenir ses installations sous le régime de la déclaration, les contrôles périodiques devront être réalisés dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – point 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : AMPG du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 » : « Registre entrée/sortie L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours... »</p> <p>(prescriptions identiques dans les AMPG du 05/12/2016 (applicable notamment pour les rubriques 1450 et 2230))</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni un état des stocks, comportant une liste de produits classés par rubrique ICPE (une rubrique ICPE retenue par produit), précisant les quantités en stock pour chaque produit. La nature des produits n'est pas explicite (produit dénommé par référence interne). La nature du risque n'est par ailleurs pas complète : une seule rubrique ICPE mentionnée, alors qu'un même produit peut présenter plusieurs risques. Le listing ne permet pas de vérifier que tous les produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) ainsi que les déchets dangereux sont bien répertoriés.</p> <p>Selon l'exploitant, cet état est réalisé aujourd'hui de façon mensuelle, mais l'outil utilisé permettrait de le réaliser de façon journalière.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plan spécifique pour les stockages. Toutefois, la grande majorité des produits dangereux est liée à l'activité de fabrication de concentrés de parfums et est stockée au niveau du bâtiment Sozio.</p> <p>→ L'exploitant établira et tiendra à jour un état des stocks indiquant la nature des produits (nom explicite et risques associés (mentions de danger)), auquel sera annexé un plan des stockages. L'accessibilité de cet état des stocks à tout moment (non vérifiée lors de la visite), notamment pour les services de secours, doit pouvoir être justifiée par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I – points 8.1 et 8.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit et vibrations

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« 8.1. Valeurs limites de bruit

a) Cas général

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

- pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés : 6 dB(A) si le niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'installation) est supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A), 5 dB(A) si ce niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A) ;
- pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 4 dB(A) si le niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'installation) est supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A), 3 dB(A) si ce niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A).

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. »

« 8.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. »

Constats :

L'inspection des installations classées a été saisie d'une plainte en février 2022, signalant des nuisances sonores, qui auraient débuté il y a 4 ans (bruit constant de ventilateur et autre machine). Par courrier du 28/03/2022, l'inspection a demandé la fourniture des dernières mesures de bruit réalisées sur le site, ou en l'absence de mesure datant de moins de 3 ans, la réalisation de mesures. L'exploitant a indiqué par courrier du 21/04/2022 que :

- courant 2021, des silencieux en sortie des événements des fermenteurs aérobies (qui génèrent des échappements bruyants) ont été installés. La plainte est toutefois postérieure à cette action corrective qui n'aurait donc pas réglé les nuisances ;
- des mesures de bruit seront réalisées en limite de propriété lors de la réalisation des extensions.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les sources principales de bruit sont constituées des installations de refroidissement d'eau glycolée situées au nord du bâtiment « Bioprox » dédié à la fabrication de ferments lactiques, et d'un système de refroidissement situé à l'est de ce bâtiment. Le système de refroidissement est supprimé dans le cadre du projet d'extension.

Les installations de refroidissement d'eau glycolée sont en cours de remplacement par des équipements neufs (travaux en cours vus lors de la visite), moins bruyants selon l'exploitant.

L'extension du bâtiment « Bioprox » est prévue vers l'est. Elle sera plus longue au nord que le bâtiment existant et protégera donc côté Est les installations de refroidissement d'eau glycolée (l'effet « masque » pour le bruit côté est devra être vérifié par des mesures). La construction de l'extension devrait s'achever fin avril 2023 (la mise en place des équipements de production dans l'extension est prévue pour fin 2023 et la mise en service après essais pour fin du 1er semestre 2024).

Aucune mesure de bruit n'a été réalisée à ce jour.

L'exploitant indique que l'arrêt des installations pour réaliser une mesure de bruit résiduel n'est possible qu'au moment de la coupure technique estivale, et propose donc de réaliser une première mesure de bruit en août (après construction de l'extension).

→ Il est demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité de faire réaliser, dans les meilleurs délais, des mesures de bruit dans des conditions représentatives de la situation actuelle (mesures en limites de propriété et en zones à émergence réglementée (ZER)), intégrant des mesures du bruit résiduel en ZER (avec installations à l'arrêt), sans attendre la construction de l'extension et l'arrêt technique annuel. Plusieurs ZER sont à considérer : a minima les 2 plus proches habitations situées à l'est et au sud-est du site.

[...]

[...]

En cas d'impossibilité technique dûment justifiée d'arrêter les installations pendant une durée suffisante pour les mesures, les mesures seront réalisées lors du prochain arrêt technique des installations qui devrait intervenir après construction de l'extension.

Une nouvelle mesure devra dans tous les cas être réalisée après mise en service de l'extension (courant 2024).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe I-point 6.2.c)

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégagant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.

Constats :

L'inspection des installations classées a été saisie d'une plainte en 02/2022, signalant des odeurs de type « fosse septique », plainte renouvelée en juillet puis septembre 2022.

Interrogé par l'inspection par courrier du 28/03/2022, l'exploitant a indiqué par courrier du 21/04/2022 qu'une intervention courant 2021 sur l'alimentation des stockages de jus lactiques avait pu occasionner une gêne olfactive, mais que depuis, la gestion de ce stockage ne présentait plus de dysfonctionnement. La plainte de 02/2022, confirmée en juillet puis septembre, indique pourtant que les nuisances se sont poursuivies en 2022.

Lors de la visite, il a été constaté que le stockage de jus lactiques s'effectue en 2 poches souples de 1000 m³. L'exploitant a expliqué que ces stockages pouvaient générer des nuisances olfactives, du fait d'écoulements de jus lactiques par les événements des stockages, stagnant dans la rétention au niveau de la fosse de réception. Pour supprimer la stagnation des jus autour des stockages souples, la fosse de réception des écoulements de la rétention a été équipée d'une pompe immergée (équipée d'un flotteur) qui est programmée pour fonctionner sur plusieurs plages horaires quotidiennes pour envoyer les éventuels écoulements dans le bassin amont de la STEP. La rétention des stockages souples a par ailleurs été nettoyée par une société équipée de camions hydrocureurs afin d'éliminer tous résidus végétaux qui en se décomposant génèrent des odeurs.

Les stockages souples sont vidés une fois par an en vue de l'épandage des jus lactiques (environ en juillet). Depuis début novembre 2022, des expéditions vers des filières de méthanisation et compostage ont été mises en place, afin de limiter les volumes stockés.

L'exploitant indique également avoir recherché des solutions de maîtrise des odeurs : une solution de type diffusion de parfums par des mâts autour des stockages a été identifiée. Cette solution vise toutefois plus à masquer les odeurs qu'à les traiter.

→ L'efficacité des mesures correctives prises pour prévenir la survenance d'odeurs devra être prouvée dans le temps (absence de nuisance signalée, y compris en période de températures élevées). Au cas où les nuisances seraient de nouveau présentes, l'exploitant devra établir un plan d'actions de prévention et gestion des odeurs (détail des mesures à prendre pour limiter à la source la création des odeurs, étude et mise en œuvre des mesures de traitement des odeurs le cas échéant).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions des polluants représentatifs parmi ceux visés au point 5.5, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.</p> <p>Ces mesures des concentrations sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux résiduaires industrielles proviennent majoritairement de l'activité de fabrication de ferments lactiques et probiotiques (voir aussi constat n°8 sur les rejets de l'activité parfums). Les effluents sont traités dans une station sur site, comprenant un bassin de collecte, un système de régulation du pH, un bassin à boues activées, et un décanteur. Les effluents traités sont rejetés dans le Lathan.</p> <p>Une surveillance du pH et du débit est réalisée quotidiennement.</p> <p>Une surveillance des paramètres DCO, MES, NH₄⁺ est réalisée de façon hebdomadaire, et du paramètre chlorures mensuellement, par des analyses réalisées en interne.</p> <p>Aucune surveillance n'est réalisée pour les paramètres DBO₅, NGL et P (visés au point 5.5.c de l'AMPG du 05/12/2016).</p> <p>En outre, il est apparu lors de la visite que les prélèvements analysés sont réalisés par un préleveur automatique réfrigéré, avec constitution d'un bidon de prélèvement sur une semaine complète. Or les mesures de concentration doivent être réalisées sur des échantillons représentatifs du fonctionnement d'une journée (échantillon moyen 24H).</p> <p>→ L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des polluants représentatifs de l'activité visés aux points 5.5 de l'AMPG du 05/12/2016. Les mesures doivent être réalisées sur des échantillons moyens réalisés sur 24H.</p> <p>L'exploitant n'a pas prévu l'intervention d'un organisme agréé pour la réalisation, au moins tous les trois ans, d'une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de l'AMPG susvisé. Toutefois, en 09/2019 et 10/2022, des contrôles inopinés des rejets aqueux, mandatés par l'inspection, ont été réalisés et peuvent se substituer aux contrôles par un organisme agréé.</p> <p>→ Il appartient néanmoins à l'exploitant de prévoir (en l'absence de contrôle inopiné annoncé en début d'année) l'intervention d'un organisme agréé, pour respecter la fréquence de vérification de trois ans (prélèvement et analyses à réaliser par l'organisme agréé).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I – point 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public, les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau de collecte aboutissant à une station de traitement des eaux usées : - pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C.</p> <p>Les effluents rejetés sont également exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes ; - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. » <p>« c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau de collecte n'aboutissant pas à une station de traitement des eaux usées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; - DBO5 : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ; - azote global : la concentration ne dépasse pas 30 mg/l si le flux journalier maximal est ≥ 50 kg/jour ; - phosphore total : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/l si le flux journalier maximal est ≥ 15 kg/jour. <p>Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau. Les valeurs limites des alinéas ci-dessus sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration. »</p>
<p>Constats :</p> <p>En juin 2022, la présence de mousse (et odeurs de parfums–cf. constat n°8) dans le Lathan a été signalée. Interrogé dans ce cadre par l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir ajusté l'ajout d'anti-mousse dans le bassin d'aération, et débuté la période d'épandage des boues, permettant la déconcentration en MES dans le bassin d'aération et ainsi l'amélioration des performances de la station. Les résultats de l'autosurveillance hebdomadaire des paramètres DCO et MES sur la période janvier à juin 2022, transmis à cette occasion, ne révélaient aucune non-conformité aux valeurs limites en concentration fixées dans l'AMPG.</p> <p>Toutefois, pour les paramètres DBO5, NGL et P, non surveillés dans le programme de surveillance de l'exploitant, seuls les résultats de deux contrôles inopinés mandatés par l'inspection en 2019 et 2022 apportent des informations. Les résultats de ces contrôles inopinés des 25-26/09/2019 et 24-25/10/2022 n'ont pas mis en évidence de non-conformité pour les concentrations mesurées en MES, DCO, DBO5, NGL et P.</p>
<p>Observations :</p> <p>→ Il appartient à l'exploitant de prendre toutes les dispositions pour garantir la conformité de ses rejets aqueux, en maintenant les performances de la station d'épuration à tout moment, et d'en justifier au travers des résultats du programme de surveillance devant porter sur tous les polluants visés au point 5.5-annexe I de l'AMPG du 05/12/2016.</p> <p>Pour rappel, au-delà des concentrations limites fixées dans les AMPG, il est rappelé que les rejets doivent, dans tous les cas, être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau (point non vérifié lors de la visite). L'exploitant doit être en capacité de le justifier.</p> <p>-----</p> <p>Fin 2020, il a été rapporté à l'inspection par le SAGE Authion la présence d'une concentration inhabituelle en formaldéhyde dans le Lathan (constatée à partir de 2019 et confirmée en 2020), à la station de Porteaux, située bien en aval du site Bioprox (à proximité de la confluence avec l'Authion).</p> <p>Le contrôle inopiné des rejets aqueux réalisé en octobre 2022 n'a pas révélé la présence de formaldéhyde dans les rejets du site Bioprox (concentration inférieure à la limite de quantification).</p> <p>L'exploitant a indiqué que le formaldéhyde a été présent par le passé dans certains produits de nettoyage/désinfection utilisés pour les unités de biotechnologie, mais il a déjà été supprimé depuis plusieurs années des produits de nettoyage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998 article annexe I-point 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : AMPG du 23/12/1998 (rubrique 4510) - annexe I-point 5.5 : "Tout rejet dans le milieu naturel est interdit. Tout rejet dans les égouts publics est préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces rejets avant de rejoindre le milieu naturel."</p>
<p>Constats : En dernier lieu en juin 2022, des odeurs de parfum et la présence de mousse dans le Lathan ont été signalées. Interrogé dans ce cadre par l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir ajouté un anti-mousse, mais aucune explication n'a été apportée sur les odeurs de parfums.</p> <p>Selon la demande d'antériorité du 31/05/2016, les installations sont classées à déclaration au titre de la rubrique 4510 (26,6 t déclarées en 05/2016), classement confirmé dans la déclaration de modification du 05/07/2022 avec une capacité en forte augmentation (70 t). L'AMPG du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 » est donc applicable.</p> <p>Les produits relevant de cette rubrique sont utilisés exclusivement pour l'activité de fabrication des concentrés de parfums.</p> <p>Des effluents aqueux sont générés par les opérations de nettoyage des installations de préparation des concentrés de parfum. Ces effluents représentent, selon l'estimation de l'exploitant, un maximum de 200 m³ par an. Ils sont aujourd'hui rejetés dans la station de traitement du site, puis au milieu naturel (Le Lathan).</p> <p>Or tout rejet dans le milieu naturel est interdit pour les installations classées au titre de la rubrique 4510 selon l'AMPG du 23/12/1998, annexe I-point 5.5.</p> <p>Dans le rapport établi par un bureau d'études en juillet 2022, une revue de conformité aux AMPG applicables a été réalisée, dont l'AMPG du 23/12/1998. Le rapport indique de façon erronée qu' "aucun rejet dans le milieu naturel n'est effectué" pour les installations relevant de la rubrique 4510.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir déjà recherché des filières de gestion de ces effluents en externe (élimination en tant que déchets).</p> <p>→ L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité, en mettant un terme au rejet dans le milieu naturel des effluents aqueux provenant de l'activité parfums. En l'absence d'autorisation de déversement dans le réseau de la collectivité, ces effluents doivent être gérés et éliminés en tant que déchets, conformément aux dispositions de l'AMPG du 23/12/1998 – annexe I – points 7.1 à 7.4. En cas d'autorisation de déversement dans le réseau de la collectivité, il devra être justifié des capacités épuratoires de la station collective.</p>
<p>Observations : Concernant la présence de formaldéhyde dans le Lathan, l'exploitant a indiqué que le formaldéhyde n'est pas utilisé en tant que matière première dans l'atelier parfums. Cela n'atteste toutefois pas de l'absence totale dans les matières premières utilisées de formaldéhyde (en tant que substance au sein des matières premières, même en faible quantité), ou que le process n'est pas à l'origine de formation de formaldéhyde (par dégradation d'autres substances).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 4.2 + AMPG du 23/12/1998 (Annexe I-point 4.2)
Thème(s) : Risques chroniques, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AMPG du 05/12/2016 – Annexe I-point 4.2 :</p> <p>"L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : [...] b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres." <p>AMPG du 23/12/1998 (rubrique 4510) - Annexe I-point 4.2 :</p> <p>"L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre / le risque à défendre" <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport établi par un bureau d'études en 07/2022 présentant les installations et les extensions projetées, et fournissant le calcul des besoins en eaux d'extinction incendie (selon la règle D9) et les moyens de lutte contre l'incendie disponibles ou à prévoir dans le cadre du projet.</p> <p>Les besoins actuels en eaux d'extinction incendie ne sont pas connus.</p> <p>Les besoins futurs ont été calculés pour une surface de 3874 m² correspondant à l'extension du bâtiment Bioprox, ce qui aboutit à 240 m³/h, soit 480 m³ pour deux heures d'intervention. L'exploitant a confirmé que les extensions prévues seront séparées des bâtiments existants par un mur et des portes coupe feu 2H (le caractère REI120 des murs séparatifs et EI120 des portes devra pouvoir être justifié, condition pour considérer uniquement la surface de 3784 m² pour le calcul des besoins en eau de la zone Bioprox).</p> <p>Les besoins pour la défense incendie de l'autre ensemble de bâtiment (activité parfums Sozio) n'ont pas été déterminés (présence de liquides inflammables, la catégorie de risque à considérer est différente).</p> <p>→ L'exploitant déterminera les besoins actuels et futurs en eaux d'extinction incendie, pour les deux ensemble de bâtiments Bioprox d'une part et Sozio d'autre part (besoins futurs après réalisation des 2 extensions Bioprox et Sozio), en justifiant les plus grandes surfaces non recoupées considérées dans chaque cas.</p> <p>Le rapport fait état de la présence d'un poteau incendie déjà présent sur la voie publique au sud-est du site mais sans précision du débit disponible. Les besoins actuels n'étant pas connus, l'adéquation des moyens existants avec les besoins n'est pas établie.</p> <p>Dans le cadre du projet, il est prévu</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ajout de 3 bâches incendie de 120 m³ chacune, autour du bâtiment Sozio (soit 360 m³) ; - l'ajout de 3 poteaux d'incendie autour du bâtiment Bioprox, dont un entre les bâtiments Bioprox et Sozio, permettant chacun de délivrer un débit minimal de 60 m³/h pendant 2 h. <p>Les débits des nouveaux poteaux privés et du poteau public existant en fonctionnement simultanément ne sont pas précisés. L'adéquation des moyens prévus avec les futurs besoins n'est donc pas démontrée.</p> <p>→ L'exploitant justifiera de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie avec les besoins du site, dans la situation actuelle et dans la situation future, et proposera les actions correctives nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet